Ukraine et ailleurs. Pendant la guerre - Les orages d'acier et les deux nuages

vendredi 27 mai 2022, par DREANO Bernard (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2022).

Sommaire

- Et pendant ce temps-là le
- Appels et nuages

Respectueux des principes, en mai, Vladimir Vladimirovitch Poutine a continué à essayer de faire ce qu'il lui plaisait, sauf que sa guerre n'a pas fonctionné tout à fait comme il l'aurait voulu.

Le Donets, le Dniepr et le Dniestr sont des cours d'eau, et aussi des enjeux.

La guerre de Poutine s'est installé dans la phase « Orage d'aciers », les plus ou moins 600000 obus/jour, des guerres de tranchés, des gains et pertes de quelques centaines de mètres l'armée ukrainienne avance à l'est de Kharkiv, l'armée poutinienne vers Severodonestsk et Kramatorsk mais semble avoir connu un échec dans la traversée de la rivière Donets pas loin d'Yzium…

Cependant Poutine et son état-major n'ont pas l'air d'avoir totalement abandonnés l'idée de mettre leurs chenilles des chars sur la rive occidentale du grand fleuve Dniepr, et d'aller un jour prendre Odessa, contrôler toute la côte de la Mer Noire, plus ou moins toute cette « Nova-Rossia » que Catherine II avait conquis au XVIIIe siècle, … Et du coup on reparle de la Transnistrie.

Souvenir : en aout 2005 nous organisions un séminaire de jeunes militants associatifs à Cocieri (ou Kochiery si vous voulez…) sur le rive orientale de la rivière Dniestr (qu'il ne faut pas confondre avec le grand fleuve Dniepr qui coule au cœur de l'Ukraine), c'est-à-dire du côté des séparatistes transnistriens. La réunion était coorganisée par notre AEC française et les jeunes du comité moldave de notre réseau HCA. Après avoir regroupé les participants nous sommes allés en car à Cocieri, à travers les vertes collines moldaves. Arrivé au bord du Dniestr il y avait un grand panneau avec des photos des « criminels recherchés dans la République de Moldavie » sur lequel figurait une partie du gouvernement sécessioniste transniestrien. Puis à l'entrée du pont un blindé russe de la force « d'interposition » (en fait de protection de la Transnistrie), et à la sortie du pont un autre blindé russe et un poste frontière transniestrien tout neuf. Natalia, la jeune organisatrice moldave, a négocié nos « visas » (en fait un péage), et nous avons fait quelques kilomètres en territoire sécessioniste, ou nous avons pu admirer une station-service et un supermarché « Sheriff » (à l'intérieur c'était une caverne d'Ali Baba de produits de contrebande), appartenant à la famille Smirnov qui contrôle le pays. Puis nous sommes redescendus par une toute petite route sur les bords du fleuve ou se trouve une enclave loyaliste sur la rive gauche séparatiste. Et un milicien transniestrien ivre nous a barré la route avec sa kalachnikov. Natalia est descendue et a vertement engueulé le type qui nous a laissé passer ! Le séminaire s'est déroulé à Strugurash un grand « sanatorium » de type soviétique, dont une aile nous étaient dévolue. En bas du petit chemin on atteignait le Dniestr ou il y avait une petite cahute pour boire de la bière et d'où l'on pouvait facilement nager jusqu'à la rive opposée. Nous avions eu beaucoup de discussions sur le racisme, notamment le racisme anti-rom (avec des participants Roms et Tatiana Sirbu historienne spécialiste des génocides des Juifs et des Roms en Moldavie), mais aussi sur le racisme antinoir avec Keita

Abderrahmane, ancien étudiant malien eu URSS, enraciné maintenant en Moldavie et qui a fondé l'association Fatima de soutien aux africains vivant en Moldavie (soit des anciens étudiants comme lui, soit des nouveaux migrants). Sur les droits de minorités, avec des participants Gagaouzes, une minorité turcophone et chrétienne orthodoxe (et aussi russophone), mais aussi de la question des Tatars en Ukraine et Crimée…

C'était il y a dix-sept ans, mais la situation n'avait guère changé autour de la rivière Dniestr… du moins jusqu'au début 2022.

La Moldavie a suivi un cours à certains égard parallèle à celui de l'Ukraine. . La république socialiste soviétique de Moldavie avait en quelques sorte décidé de son indépendance avant même la fin de l'URSS, se dissociant des putschistes qui avaient renversé Gorbatchev pendant quelques jours à Moscou en 1991 et négociant son indépendance directement avec Boris Eltsine. Mais ce petit pays de 3 millions d'habitant s'était tout de suite divisé entre des « roumanistes » favorable à l'entrée du pays en Roumanie (la région avait fait partie de la « grande Roumanie » de 1918 à 1944) et des « moldavistes », favorable à l'indépendance. Les premiers essentiellement roumanophones, les seconds regroupant toutes les minorités ethnolinguistiques, les Russes, les Gagaouzes (des turcophones orthodoxes et pro-russes), les Roms, les rares survivants de la communauté juive, les Ukrainiens et un bon quart des roumanophones.

La 14e armée soviétique, dirigée à l'époque par le général Lebed avait soutenu une bande de leaders locaux qui s'était autoproclamée République de Transnistrie sur la rive orientale de ce petit fleuve, là où se trouvait – et se trouve toujours - l'essentiel de l'industrie, la principale distillerie de cognac, le principal club de foot (le FC « Sheriff » Tirasopol aussi lessiveuse de blanchiment d'argent) et la principale centrale électrique (Dubâsari). Un petit Donbass avant l'heure, avec une « force de protection » russe installée à demeure, forte de 1500 hommes « en temps normal »…

Dans le reste du pays, les « moldavistes » post communistes et « de gauche » ont alterné au pouvoir avec les « roumanistes » devenus « libéraux » et pro-européens, sur fond de système oligarchique et corrompu très proche de celui de l'Ukraine. Avec des manifestations anti-corruption de grandes parties de la jeunesse en 2015-2016 et de nouveau en 2019. La dernière alternance a marqué la prééminence des pro-européens avec la victoire de la libérale Mai Sandu aux présidentielle de 2019 (57%) et celle du Parti action et solidarité aux législatives (52%) – les élections n'ont pas lieu en Transnistrie. Le 9 mai 2022 les anciens présidents « moldavistes » Vladimir Moronin et Igor Dodon ont participé à une manifestation a tonalité pro-russe. Le pays très pauvre, recueille sur son territoire près de 100 000 réfugiés ukrainiens.

Et pendant ce temps-là le reste du monde

Recep Tayep Erdogan, qui doit faire face à une situation économique dégradée, des échéances électorales incertaines malgré sa mainmise sur les médias et l'appareil d'Etat, essaie de profiter de sa situation géopolitique : conforté par le rapprochement avec les puissances occidentales à l'occasion de la guerre contre l'Ukraine, tout en gardant le contact avec la Russie (et accessoirement servant de porte de sortie aux Russes qui s'exilent…). Il marchande l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN. Et il se sent libre de poursuivre dans son pays une politique de criminalisation de toute contestation et de répression tous azimuts pour, comme l'a souligné notre ami Ahmet Insel (Le Monde du 5 mai) « porter une coup de massue à la société civile moderniste, laïque et aspirant à la démocratie » en condamnant Osman Kavala à la prison à vie incompressible (la peine maximum en Turquie, la peine de mort n'étant de facto pas appliquée), bien que ce dernier eût été acquitté des charges retenues contre lui en février 2020 (mais immédiatement inculpé de « tentative de coup

d’Etat). Osman, membre fondateur de notre réseau HCA en Turquie.

Personnellement cela fait des mois que je suis engagé contre la répression au Maroc. Depuis que le régime, sa police et ses « juges » ont commencé à persécuter mon ami Maati Monjib, coupable d’enseigner le journalisme à des jeunes marocains, accusé de coopération avec une puissance étrangère (en l’occurrence…les Pays Bas) et de « corruption ». Arrêté, emprisonné, condamné, libéré après une grève de la faim, il est toujours menacé… mais les soutien qu’il a reçu sur le plan international (et notamment des Etats Unis), expliquent sans doute qu’il jouit encore d’une liberté très contrainte et surveillée. Ce n’est pas le cas de Souleiman Raissouni et Omar Radi, deux journalistes d’investigation, coupables d’aller regarder d’un peu trop près les affaires de corruption du pouvoir, accusé de viols et agressions sexuelles (sans jamais être confronté à leurs accusateur et accusatrice), selon une technique éprouvée des services marocains, fidèles imitateurs en la matière de leurs collègues russes, combinant comme ces derniers l’accusation d’être « agents de l’étranger » et la pratique du « kompromat », cherchant à impliquer les opposants dans des affaires sexuelles. Le tout dans une ambiance de répression permanente, qui frappe aussi bien les militants de la cause sahraouie que les animateurs du mouvements social du « Hirak » du Rif… Et avec utilisation active du fameux logiciel Pegasus, le truc inventé par les israéliens pour espionner les gêneurs. Et bien sûr, les confirmations en appel des condamnations des journalistes n’ont eu aucun écho en France, cela se passe au Maroc, l’allié modèle et la résidence secondaire d’une partie de nos élites, le pays dit « libéral » ou un journaliste d’opposition peut être jeté en prison car accusé « d’adultère »….. Il y vient tout de même d’y avoir un couac : on a découvert que le Maroc a espionné le gouvernement espagnol avec Pegasus ! Mais c’est une histoire d’arroseur arrosé, car le dit gouvernement espagnol a parait-il espionné ses opposants nationalistes catalans avec le même outil israélien !

La répression n’est pas moins brutale en Algérie, ou la classe militaro-kleptocratique qui contrôle le pays a eu très peur du mouvement de masse du Hirak. Mouvement interrompu par la crise du Covid, dont le régime a profité pour contre-attaquer, et multiplier les arrestations au nom des prétextes les plus fantaisistes et l’on vient d’apprendre le décès en détention d’Hakim Debbazi, un militant du Hirak de la région de Tipaza arrêté pour « outrage à corps constitué » et « publication sur Facebook pouvant porter atteinte à l’intérêt national ». on dirait des motifs d’inculpation russes…. Cela ne va pas mieux en Tunisie, ou le président conservateur et psychorigide Kaïs Saïed accentue sa dérive autoritaire et autocratique, proposant sa dictature comme « rempart à l’islamisme »…mais pas à la corruption.

En Palestine, comme chaque année, la période du Ramadan a été prétexte à provocation et répression, avec son lot de morts. L’Etat israélien, fort de son impunité permanente, poursuit ses violations systématiques du droit international des Etats comme du droit quotidien des gens. L’avocat Salah Hammouri est de nouveau en prison : l’objectif est de l’obliger à quitter le pays, puisqu’il est marié avec une française. La journaliste palestinienne, Shireen Abou Aklzh reporter de la chaine Al Jazzera, a été tuée par les israéliens, son cercueil attaqué par la police israélienne parce qu’encadré de drapeaux palestiniens… La routine sanglante.

Les combats au Yémen marquent une pose, car les belligérants sont épuisés, d’un côté les Houtistes fossoyeurs de la révolution pacifique de 2011, de l’autre leurs adversaires soutenus par les armées des saoudiens et émiratis, co-fossoyeurs de la même révolution, lesquelles ont multiplié les crimes de guerres avec les armes que nous leurs avons fournis (américains, français, et britanniques) nos deux derniers pays en violation flagrante de leurs propres légalités concernant les ventes d’armes.

Pendant la guerre d’Ukraine, guerres, crises et repressions continuent, et le plus souvent s’amplifient, de l’Afrique sahélienne à l’Ethiopie, de la Birmanie (Myanmar) au Sri-Lanka et ailleurs…

Suite à la guerre d'Ukraine, les pénuries alimentaires et même la famine menacent plusieurs régions du monde ; l'Ukraine et la Russie étant de très gros exportateurs de céréales et d'huiles, les ports ukrainiens étant détruits ou bloqués, la récolte future compromise. On notera au passage que ni l'ONU, ni les pays menacés de famine - par exemple l'Egypte -, n'exigent la levée du blocus russe du port d'Odessa pour accéder aux stocks qui s'y trouve.

Un ami russe nous a fait part des réflexions de son frère présent au Raisina Dialogue des 25-27 avril 2022, une rencontre annuelle géopolitique mondiale, organisée à New Delhi depuis 2016 par le ministère indien des affaires étrangères. Les discours d'Ursula von Leinen (la présidente de la Commission européenne qui ouvrait le débat, comme ceux de tous les autres occidentaux présents (Allemagne, France, Suède, Norvège, Etats Unis, Canada, Pologne ou Slovaquie…) étaient, mots à mots les mêmes : un « Ouest » collectif et univoque. Tous partageaient la conviction que les sanctions viendraient à bout assez vite de l'agressivité russe. A l'inverse les représentant des "Suds" s'interrogeaient sur les buts et les moyens mis en œuvre par ces Occidentaux, dans le contexte de cette guerre au départ régionale, sur les effets prévisibles et catastrophiques en matière de prix de l'alimentation et de l'énergie pour les pays les plus pauvres et sur le manque absolu de prise en compte de cette situation par les grandes puissances. Les Indiens soulignaient la gravité de la logique de course aux armements et de recours à la force (weaponization of everything) qui semblait maintenant prévaloir sur la planète (même si, notons-le, le gouvernement ultranationaliste de Modi y contribue pour sa part). Quant au sujet initialement prévu des débats de la conférence, celui qui demeure, quelle que soit l'ampleur de la guerre de Poutine, le plus grand danger actuel pour le monde, à savoir la crise climatique, il était relégué au second plan…

Appels et nuages

Au début de l'agression de Poutine les Etats Unis et leurs alliées ne croyaient pas aux capacités de résistances ukrainienne. Aujourd'hui ils soutiennent clairement ces Ukrainiens qui se battent et qui ont besoin que l'on accueille leurs réfugiés, et qu'on leur donne de d'argent et des armes. Dans ce contexte, le « camp occidental », en particulier les dirigeants américains et britanniques, se présentent comme les nouveaux croisés de la démocratie et vont au-delà de la défense de l'Ukraine en parlant de l'affaiblissement « significatif » de la Russie. Ce qui très naturellement provoque scepticisme et méfiance dans le reste du monde. Parce que les intérêts de très nombreux Etats du monde ne coïncident pas avec ceux des Européens, des Américains – ni d'ailleurs des Russes, ils préfèrent rester à distance de cette histoire, Mais aussi parce que de nombreux peuples ont le souvenir, ou vivent le fait, que l'indignation des « démocrates » est à sens unique. Comme le remarquait le palestinien Yousef Munayyer au début de la guerre « Le juste déferlement de soutien pour l'Ukraine nous enseigne que l'Occident peut condamner l'occupation quand il le veut (…). Il est remarquable que les boycotts, le désinvestissement et les sanctions ne soient pas sujets à controverses quand ils sont utilisés pour faire rendre des comptes à certains agresseurs, mais quand il s'agit des droits des Palestiniens, on nous répète que des mesures économiques non violentes comme les boycotts sont mauvaises »

Nous en avons déjà parlé, beaucoup tirent argument de ce fait pour ne pas vraiment condamner l'agression russe, ou, tout en la condamnant, pour demander d'une manière ou d'un autre au Ukrainien de cesser de résister, en d'autres termes de capituler, ou a minima demander qu'on cesse de leur donner les moyens de se défendre (certains syndicalistes de gauche italiens sont allés même jusqu'à agir contre les livraisons d'armes à l'Ukraine). Ces attitudes sont partagées, à divers degrés, par des mouvements sociaux dans des pays du Nord comme du Sud et par certains partis politiques ou gouvernements au Sud notamment.

La prétention à incarner « le bien » qui serait « occidental » passe mal… Ce qui n'est pas une raison pour oublier les ukrainiens…

« Il faut soutenir les Ukrainiens sans calcul ni réserve » soulignent dans un appel publié dans Le Monde le 21 avril plusieurs dizaine de personnalités de plusieurs continents dont la tunisienne Souhayr Belhassen, présidente d'honneur de la FIDH, les écrivain-nes Mohamed Berrada, (Maroc) Dominique Eddé, (Liban), Arundhati Roy (Inde), Antonio Carlos Secchin (Brésil) le prix Nobel de littérature nigérian Wole Soyinka le cinéaste Abbas Fadhel, (Irak), les militantes Leïla Shahid, Muzna Shihabi Barthe (Palestine), etc. ; « Dans la plupart de nos pays pourtant, une trop grande partie de l'opinion s'est rangée du côté du dictateur russe. Au nom d'un anti-impérialisme qui s'est mué au fil des ans en haine passionnelle, elle applaudit quiconque s'oppose à l'Occident. Mais ne nous trompons pas de combat. Tous ceux et celles qui réclament pour eux la liberté, qui croient dans le droit des citoyens à choisir leurs dirigeants et à refuser la tyrannie doivent se tenir aujourd'hui aux côtés des Ukrainiens. La liberté doit être défendue partout. »

Ce que répètent aussi dans un autre appel un certains nombres de personnalités et mouvements du Maghreb : « Nous, citoyens du Maghreb ou issus de sa diaspora, appelons à l'arrêt immédiat de la guerre en Ukraine » .

Tandis que le 22 avril réunis à Porto, d'autres « vivant en Europe, dans les Amériques, en Afrique, en Asie », lançaient un appel « transnational » pour le respect impératif des droits humains et à la paix demandant « à la Russie mettre fin à la guerre en Ukraine et de retirer ses troupes » , appel signé aussi bien par l'ukrainienne Oleksandra Matviichuk que le russe Dimitri Makarov, la syrienne Bassa Kodmani, le Mozambicain Dany Wambire ou Mary Kaldor, Achille Mbembe, Etienne Balibar… (et moi)…. Comme en écho, le 13 mai à Athènes, Yanis Varoufakis, Jeremy Corbin et mon amie turque Ece Temelkuran présentaient l'appel de « L'internationale progressiste » dénonçant l'agression et appelaient à un « nouveau mouvement non-aligné ». D'autres appels murissent çà et là. Avec quelle efficacité, quelles suites ? A voir, à débattre…

En tout cas notre petit regroupement internationaliste, le « Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre », qui travaille en coopération avec les progressistes ukrainiens (politiques, associatifs, syndicaux) commence à fonctionner vraiment dans plusieurs pays .Et le « Collectif solidarité Ukraine » inter-associatif fait de son mieux en France…

Et puis le grand poète marocain et francophone Abdellatif Laâbi a écrit « Cette guerre ci » :

Deux nuages
Un nuage / ayant la forme de l'Ukraine / suivi par un autre /
ayant la forme de la Russie / Tous deux / gracieux, ailés /
tels des cygnes / nageant librement / majestueusement /dans le lac du ciel. /
Je les accompagne du regard / jusqu'à leur disparition brutale /
dans le trou noir / qui s'est formé dans ma tête / depuis le déclenchement /
de la guerre.

Vérité criante
On peut avancer / toutes les théories du monde / sur les dessous de cette guerre-ci /
rappeler tous les crimes commis / dans le passé / proche ou lointain /
par les génocidaires / les esclavagistes /les colonialistes /
contre l'ensemble des peuples de la terre / mais on ne pourra pas nier /la vérité simple /
criante /irrécusable / que dans la guerre / qui nous occupe aujourd'hui /
les Ukrainiens défendent leur terre / leur liberté /et les soldats russes /
agissent / en esclaves aveugles /d'un tyran.

22 mai 2022

Bernard Dreano